



Journal Homepage: [-www.journalijar.com](http://www.journalijar.com)

## INTERNATIONAL JOURNAL OF ADVANCED RESEARCH (IJAR)

Article DOI: 10.21474/IJAR01/11631  
DOI URL: <http://dx.doi.org/10.21474/IJAR01/11631>



### RESEARCH ARTICLE

#### EXPRESSION DES MOTIVATIONS ÉCONOMIQUES, POLITIQUES ET CULTURELLES DANS LA PARTICIPATION AUX OPÉRATIONS DE VILLE PROPRE À LOMÉ

Mafobatchie Nantob and Mayipo Djoré Torouka

Département de Sociologie, Université de Lomé, 01 BP : 1515 Lomé 01- Togo.

#### Manuscript Info

##### Manuscript History

Received: 05 July 2020

Final Accepted: 10 August 2020

Published: September 2020

##### Key words:-

Clean City, Motivation, Participation,  
Civic Engagement, Lomé

#### Abstract

This article examines the logic of adherence to urban public policies through the case study of participation in "clean city" operations in Lomé. How to know the motives that guide the actions of the organizers and participants of sanitation activities? The socio-economic, cultural and political context of Togo in general, and that of Lomé in particular marked by the consequences of rampant urbanity, offers an opportunity for analysis of participation in citizen action. It is necessary to determine the economic and political interests offered by the city measure specific to the different actors as well as the cultural motivations of the participants. Field data processed and analyzed using the collective action paradigm and the strategic actor theory form the basis of this study. We arrive at the results according to which the activities of clean city are marked by the research of the interests of the participants as well as their cultural motivations, while the organizers take advantage of them to promote a political organization. Knowledge of these conclusions should lead those involved in civic engagement projects to modify the way in which they develop, legitimize and conduct public action for more inclusion and impact.

Copy Right, IJAR, 2020.. All rights reserved.

#### Introduction:-

Dans le monde contemporain, les problèmes écologiques ainsi que ceux de la gestion des déchets se posent dans les différents territoires. Les faits montrent que dans de nombreux pays, ces problèmes sont plus récurrents dans les milieux urbains que ruraux. La forte densité de la population ainsi que les portées des différentes activités qui se déroulent en ville, font d'elle plus sujette de dégradation que les campagnes. La question de salubrité peut se poser plus dans les villes africaines que dans les milieux urbains des autres continents. Il s'avère que ceux sont « l'accroissement rapide de la population urbaine et l'extension démesurée de l'espace urbain, dus à une urbanisation non contrôlée et non maîtrisée de l'Afrique qui sont à la base des problèmes de gestion des déchets solides ménagers » (K. G. Nyassogbo, 2005, p. 19). Les effets imputables à l'urbanisation galopante interpellent plus d'un, notamment tous les leaders du monde.

L'une des exigences internationales auxquelles ont souscrits les dirigeants de tous les pays est de permettre aux populations de vivre dans un environnement sain. Il incombe de renforcer l'urbanisation durable pour tous, et les capacités de planification et de gestion participatives, intégrées et durables des établissements humains dans tous les pays d'une part, et d'autre, de réduire l'impact environnemental négatif des villes par habitant, y compris en

**Corresponding Author:-Mafobatchie Nantob**

Address:-Département de Sociologie, Université de Lomé, 01 BP : 1515 Lomé 01- Togo.

accordant une attention particulière à la qualité de l'air et à la gestion, notamment municipale, des déchets (Objectifs de Développement Durable, 2015).

Le Togo dans sa politique d'assainissement, adopte des stratégies de lutte contre l'insalubrité sous toutes ses formes. C'est ainsi qu'en décembre 2013 est créée l'Agence Nationale d'Assainissement et de Salubrité Publique (ANASAP); elle est opérationnelle depuis 2015. Celle-ci vise à instaurer et à maintenir un cadre de vie de meilleure qualité qui est favorable au bien-être et à l'épanouissement des populations togolaises. À titre, elle promeut, assure et veille à la concertation, à la coordination et au contrôle de toutes les actions et interventions en matière d'assainissement et de salubrité publique sur toute l'étendue du territoire national.

De toutes les politiques de salubrité publique, celles qui concernent le milieu urbain revêtent d'une importance capitale. Au Togo, la réputation de Lomé comme cadre de vie sain au départ est la résultante de la participation de ses populations à l'entretien des coins et quartiers de la ville.

Par la suite, des événements comme les tensions politiques suivies de violentes agitations, ont affecté Lomé, conduisant aux mutations et aux changements de comportements des populations vis-à-vis de leur milieu de vie. L'enclenchement du processus démocratique des années 1990 engendre des mouvements de protestations et des crises politiques, et les populations rompent avec les habitudes de salubrités. Le changement social s'opère et Lomé bascule de l'état de la ville saine à celui de la ville insalubre. Ce changement s'inscrit dans le paradigme du changement social qui stipule que « la société est constamment engagée dans un mouvement de transformation d'elle-même, de ses membres, de son milieu avec d'autres sociétés. Elle suscite, subit ou accueille sans cesse des forces externes ou internes qui modifient sa nature, son orientation » (G. Rocher, 1968, p. 62). La ville de Lomé tout comme les autres villes des pays du sud, est sujette de débordement des ordures. « Les déchets urbains posent un problème environnemental très préoccupant pour les pays en développement. Dans certaines capitales africaines, moins de 30 % des déchets sont évacués » (C. Le Jallé et al., 2004, p.10). Des tonnes de déchets produits chaque jour notamment les ordures ménagères peuvent être déversées dans les dépotoirs de « fortune ». Des industries de matière plastique fabriquent des sachets d'emballages et conteneurs qui sont utilisés, et par la suite, jetés dans les espaces publics. Sachant que, « notre civilisation maîtrise mal les rejets qu'elle a mis en circulation, parce qu'ils sont largement sortis des cycles biologiques » (H. Domenach et M. Picouet, 2000, p.70-71), que faire face aux usagers qui impactent la salubrité publique et par là, le processus de développement durable.

Dans la perspective d'inciter à un changement de comportement aux populations togolaises en générale et celui des habitants de Lomé en particulier en matière de salubrité publique, les autorités compétentes ont adapté des politiques d'assainissement. En effet, l'État Togolais mène une politique d'assainissement à travers l'éducation civique. L'une des méthodes pour l'appropriation des valeurs civiques est le lancement de la campagne « Togo ville propre » en 2014 par le gouvernement.

On considère que tout développement durable tire sa force d'une approche participative entre populations et gouvernants qui nouent leurs idées collectivement en vue des actions pérennes. L'opération « Togo ville propre » se déroule chaque 1<sup>er</sup> samedi du mois. En effet, sous le patronage du gouvernement, les populations sont conviées à participer à la salubrité et aux entretiens des espaces publics. Quelques années après le lancement de la campagne « Togo ville propre », il est important de porter un regard scientifique autour de cette initiative d'intérêt général. Il se pose la nécessité de détermination des différentes motivations qui sous-tendent l'organisation et la participation aux opérations de « Togo ville propre » à Lomé. À travers cette étude, il est question de déterminer les enjeux économiques, politiques et culturels autour de l'opération « Togo ville propre » dans la ville de Lomé. Comme balise pour expliciter la participation aux opérations de ville propre, on suppose qu'elle s'effectue à la suite des calculs de coûts économiques et d'avantages politiques ainsi qu'à certaines convictions culturelles. La démarche adoptée dans cette recherche est celle de la collecte et du traitement des données du terrain qui feront objet d'analyse grâce au paradigme de l'action collective et de la théorie de l'acteur stratégique.

#### **Approche méthodologique:**

Avec la croissance de la population urbaine au Togo, le niveau de consommation devient grandissant dans des villes. De ce fait, il en découle la mauvaise gestion des ordures en général et des déchets ménagers en particulier; c'est ce qui a donné raison à l'initiation de l'opération Togo ville propre pour pouvoir assainir les quartiers des villes. Mais

alors que les opérations se multiplient, on constate que l'insalubrité demeure dans certaines villes. Et pour comprendre ce phénomène une étude s'impose.

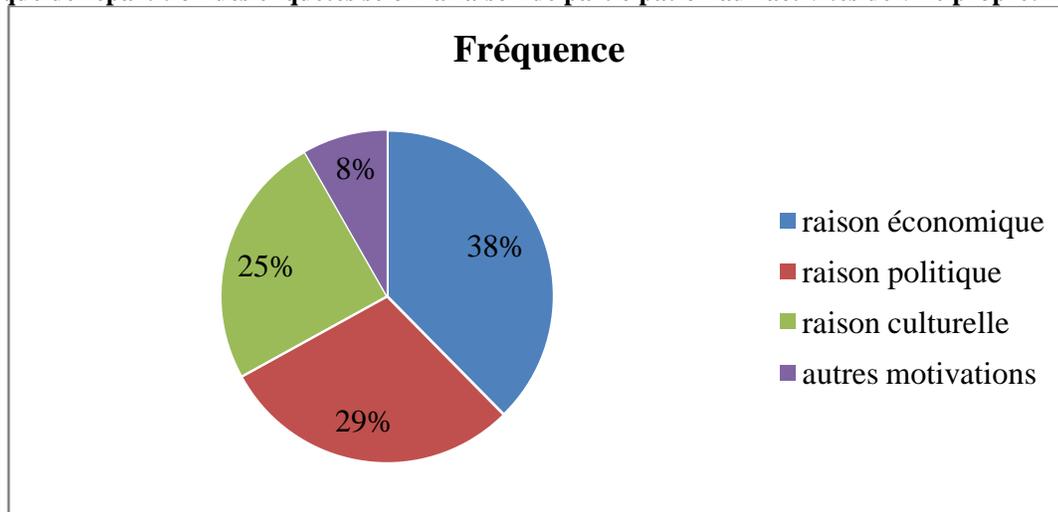
En sciences sociales, les études et recherches s'inscrivent dans un cadre physique bien déterminé. Le chercheur a donc l'obligation de situer nettement le cas à étudier dans l'espace géographique et social (zone d'étude) (E. Amouzou, 2008, p. 374). Partant de cette exigence du chercheur, nous avons choisi la ville de Lomé comme site de recherche. Pour ce fait notre population cible est constituée de l'ensemble des habitants de Lomé qui participent aux journées ville propre ainsi que les organisateurs de ces activités. L'échantillonnage étant un élément déterminant de la recherche, une démarche méthodologique a été adoptée pour le déterminer. Sachant que l'échantillon « est un sous ensemble d'élément ou de sujet tiré de la population, qui sont sélectionné pour participer à l'étude » (P. N'da, 2006, p. 32). Au sein de la population concernée, nous avons tiré un échantillon de façon aléatoire de 109 individus participants aux opérations de Togo ville propre et 15 organisateurs des divers quartiers de Lomé.

Afin de recueillir les données, nous avons fait recours à des techniques de collecte. Il s'agit d'abord de l'approche quantitative qui permet de recueillir des données mesurables et comparables entre elles; elle s'est basée sur un questionnaire adressé à la population cible, c'est-à-dire l'échantillon. Ensuite nous avons procédé à la méthode qualitative qui complète la description statistique; l'approche qualitative a concerné les entretiens avec les personnes ressources ainsi que la revue documentaire et théorique. La collecte des données de terrains s'est effectuée durant le dernier semestre (octobre, novembre et décembre) de 2019.

### Résultats de la recherche:-

Le projet de Togo ville propre est diversement apprécié à Lomé où certains citoyens prennent part activement aux différentes opérations. Au-delà du projet de salubrité qui nécessite un engagement citoyen, on peut noter que des motivations individuelles orientent les actions des participants aux opérations de salubrité. Selon les informations collectées auprès des enquêtés qui participent à ces opérations à Lomé, les motivations sont d'ordres économiques, politiques et culturels.

#### Graphique de répartition des enquêtés selon la raison de participation aux activités de ville propre:



Source : enquête de terrain, octobre, novembre et décembre 2019.

Les données de ce graphique montrent que parmi ceux qui participent aux campagnes de ville propre à Lomé, il y a plus ceux qui le font pour des raisons ou des intérêts économiques soient 38% des enquêtés. Ils sont suivis des participants qui y expriment des enjeux politiques (29 % de l'échantillon). On enregistre 25% des enquêtés qui estiment que leur participation à la production de salubrité relève des intérêts d'ordre culturel. Les 8% restant expriment d'autres raisons.

#### Quête d'intérêts économiques dans la participation aux opérations de salubrité:

Le sens du travail bénévole joue un rôle primordial dans l'engagement citoyen. À l'appel au travail bénévole à Lomé, la réponse n'est pas favorable car la plus part considère qu'« on est à Lomé pour chercher de l'argent ». Un

tel discours démontre que la recherche d'intérêt économique occupe une place importante dans le quotidien des habitants de la capitale togolaise. Comme il en résulte des enquêtes de terrain; la participation aux opérations de ville propre est imputable en partie à la recherche d'intérêts économiques. Effectivement après les opérations, les participants reçoivent certains biens en guise de récompense.

Les gestes qui se font à la fin des activités de ville propre sont une forme de paiement monétaire, rétribution, gain ou récompense faite aux participants. Parlant des biens, dans la plupart des cas, après les opérations ville propre, les participants reçoivent quelque chose dans l'immédiat ou s'inscrivent sur une liste pour l'avoir après. En effet, il n'est pas rare de voir à la fin de ces opérations, les participants recevoir des mains des organisateurs soient des emballages contenant de la nourriture et boissons, soient des biens vestimentaires ou encore de billets de banque. Un enquêté affirme:

« Ce que je gagne après une opération de ville propre est plus que l'énergie que j'y déploie. Notez bien qu'après environ 30 minutes de balayage, je peux recevoir entre 1000 et 2000 francs soit l'équivalent en bien consommable. Il est rare de gagner la même chose après 8 h de travail manuel à Lomé. C'est une des occasions rares que je saisi dès qu'elle se présente. Dommage que les responsables du groupe auquel je suis affilié ne nous font pas appel tous les premiers samedis du mois » (Propos de recueillis lors des entretiens individuels, octobre, novembre et décembre 2019).

L'analyse des propos de cet enquêté révèle qu'il existe souvent des mesures incitatives autour des activités de villes propres. Certains participants ont des motivations économiques derrière le projet d'engagement citoyen de salubrité. On aperçoit alors que derrière les travaux de ville propre se trouvent des personnes morales ou physiques qui se chargent d'organiser l'effectivité des activités et de récompenser les participants.

Au-delà de la participation, l'organisation ville propre requiert elle aussi les moyens économiques. C'est ainsi que les restrictions budgétaires amènent les organisateurs qui motivent financièrement à se passer des activités de certains jours de ville propre, d'autant plus qu'ils n'ont pas les moyens pour motiver ceux qui y assisteront. Un responsable d'association de jeunes précise:

« Nous sommes dans un monde de gagnant-gagnant, actuellement à Lomé, il est difficile de demander aux concitoyens de s'engager dans le bénévolat. Pour les opérations de ville propre nous sommes obligés de contribuer pour leur déplacement. Il n'est pas aussi normal qu'une personne vienne travailler et retourner assoiffée et affamée. Les contraintes liées à la gestion des participants font que nos activités ne connaissent pas beaucoup d'impact » (Propos recueillis lors de nos entretiens individuels de terrain, décembre 2019).

Bien que le niveau de vie des populations soit élevé à Lomé comparativement à celui des autres localités du pays (Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base du Bien-Être, 2015), il faut souligner que l'engagement citoyen n'est pas encore ancré dans leur comportement. Sachant qu'aucun individu n'a intérêt à agir pour soutenir une action qui procure des biens et des services collectifs puisqu'il en bénéficiera de toute façon, il y participera pour autant que cette organisation fournisse en outre des satisfactions individuelles (M. Olson, 1964); les populations de Lomé considèrent leur ville comme une forme d'« organisation » ou « bien commun » et les participants des opérations de salubrité urbaine ont chacun un intérêt particulier à y gagner.

### **Recherche d'affirmation politique à travers le projet de « ville propre »:**

Alors que certains loméens participent aux travaux de ville propre comme on le fait pour une activité génératrice de revenus, d'autres le font pour des raisons ou des motivations politiques. D'abord, il faut souligner que cette campagne est une initiative du gouvernement, ce qui lui confère déjà son caractère politique. Ensuite, les rappels sont toujours faits par le gouvernement à travers les médias de l'État; les médias privés ne sont pas sollicités dans la mobilisation des opérations de ville propre, ce qui confirme son caractère partisan et donc politique.

Les sorties ville propre doivent être considérées comme des sorties collectives sans distinction d'appartenance sociale. Les faits laissent apercevoir que ces sorties se résument à des sorties des membres du gouvernement, des députés, préfets, maires, conseillers municipaux, membres de bureaux politiques et autres personnalités sous les couleurs de parti politique. Ces sorties sont souvent accompagnées de grandes campagnes médiatiques faisant de l'activité ville propre un projet d'un parti politique plutôt que de l'administration publique. Un enquêté soutient:

« Ville propre est une forme de campagne pour la quête de l'électorat. Vous pouvez constater que c'est souvent à la veille des élections dans le pays que cette activité prend de l'ampleur. Après les votes, on ne sent plus les activités de ville propre. Le parti RPT-UNIR et ses associations profitent des premiers samedi du mois pour faire des campagnes de proximité. Vous aurez déjà entendu les litanies des bonnes œuvres du parti que chantent les portes paroles après les opérations ville propre. Par contre, les partis de l'opposition ne s'intéressent pas à ces opérations de salubrité. Jamais on a vu un responsable d'un parti de l'opposition prendre part aux travaux de ville propre, sauf les pseudos partis qui mangent dans la même boîte que Unir »(Propos de recueillis lors des entretiens individuels, octobre, novembre et décembre 2019).

Les propos de cet enquêté montrent que le parti politique « UNIR » qui est au pouvoir dans le pays s'est approprié des activités de ville propre, tandis que les formations politiques de l'opposition boycottent celles-ci. Effectivement, durant ces opérations de ville propre, les organisateurs arborent les tricots, gadgets et pagnes pour plébisciter le parti. Certains reporters des médias illustrent le caractère politique de ville propre dans leurs productions.

**Photo illustrant les couleurs d'un parti politique dans une opération ville propre:**



Source : <https://www.savoirnews.net/infos/wp-content/uploads/2018/04/Salubrit%C3%A9-11.jpg>

Cette photo de « savoir news » (une agence de presse togolaise au numéro 09/HAAC/09P) du 07 avril 2018 illustre une appropriation de l'activité de samedi propre par la tendance politique au pouvoir dans le pays. Dans cette photo, la surbrillance montre les participants munis chacun d'un balai, portant une casquette de couleurs bleue et blanche, avec l'effigie du président du parti UNIR. La majorité d'entre eux aussi porte des tricots du parti UNIR de couleur blanche avec toujours la même effigie, c'est-à-dire celle du président du parti. La photo laisse aussi voir que cette opération se déroule dans un espace public principalement à l'abord d'une route principale, ouvert aux passants (vendeurs des étalages, piétons, cyclistes, motocyclistes et automobilistes).

Les internautes de savoir news peuvent consulter et voir les clichés illustrant les interférences politiques de l'activité de ville propre. Les commentaires des images de ville propre soulignent l'appropriation de cette activité par une tendance politique:

« Les abords de la route d'Agoè Asiyéyé ont été rendus propres ce samedi par les militants et sympathisants de l'Union pour la République (UNIR, le parti au pouvoir) ... Cette opération s'est déroulée dans plusieurs quartiers de Lomé suite à l'appel de cette formation politique. Ont participé à cette opération ville propre ... délégué national du mouvement des sages/Unir, des militants et sympathisants des jeunes, des hommes ainsi que les revendeuses du marché d'Agoè Asiyéyé ... Cette sortie massive ce samedi des militants et sympathisants du parti pour cette opération marque également le début des activités de la célébration du 6<sup>e</sup> anniversaire du parti Unir » (<https://www.savoirnews.net/operation-ville-propre-les-abords-de-la-route-dagoe-asiyeye-rendus-propres-ce-samedi-par-les-militants-dunir>).

L'analyse de ce commentaire révèle que le projet de ville propre est exploité à des fins politiques. Un parti politique s'appuie sur celui-ci pour lancer une série de ses activités. Cette opération d'avril 2018 s'est faite dans un contexte préélectoral des législatives tenues en décembre de la même année. Ce fut donc une forme de précampagne électorale. À l'issue de ce scrutin, effectivement c'est le parti UNIR qui obtint la majorité de 59 sièges sur les 91 de l'Assemblée nationale soit plus de la moitié des sièges pourvus. L'opération de ville propre constitue donc un des moyens de communication politique pour UNIR, qui l'utilise pour redoubler d'ardeur afin de sortir gagnant des élections.

L'opération ville propre est ainsi vue comme une activité politique et, selon qu'on est du même bord politique que les organisateurs, on y prend part afin de contribuer à l'atteinte des objectifs du parti. Si la mesure de ville propre permet de relever le niveau de vie économique, ou encore favorise du même coup la promotion d'une formation politique, celle-ci s'accompagne aussi d'une volonté de préservation de l'espace contre des formes de pollutions.

**De l'engagement citoyen à l'expression des valeurs culturelles dans ville propre:**

Avant que viennent s'ajouter les raisons économiques et politiques, il faut rappeler que l'initiative de ville propre est avant tout une activité civique dont la participation requiert un engagement citoyen nourri par le désir de rendre le milieu de vie propre, sain et attrayant. À l'aune du développement durable, « la bonne gouvernance doit donner lieu à l'institutionnalisation des politiques, programmes et stratégies de gestions urbaines qui permettent d'éliminer, ou à défaut, d'atténuer les problèmes causés par une urbanisation galopante » (A. G. Onibokoun, 2003, p. 205). Des pratiques territoriales de salubrité doivent donc amener à construire des villes propres, viables et durables pour tous. C'est pourquoi le projet de ville propre reste avant tout un moyen important pour créer les bases d'un contrat du citoyen qui s'engage d'intervenir à travers l'écocitoyenneté.

Il résulte de l'analyse des données de terrain que certaines personnes participent aux activités de ville propre pour des raisons culturelles (confère graphique: 25% des participants). Selon eux en effet, l'opération ville propre est une initiative civique et, il est important que, quelles que soient les différences qui existent entre les populations, cette opération reste citoyenne. Une enquêtée déclare:

« Nous aimons tous la propreté et nous devons participer à la salubrité publique car de celle-ci dépend notre bien-être physique et mental, et le progrès de notre société. Nous sommes tous conscients des bienfaits d'une ville propre et nous devons en fonctions de nos croyances religieuses, de nos connaissances intellectuelles et vision politique pour l'environnement, saisir de l'occasion qu'offre l'opération ville propre pour exprimer notre soutien à cette initiative, peu importe nos différences » (Propos de recueillis lors des entretiens individuels, octobre, novembre et décembre 2019).

Les propos de cette enquêtée nous montrent clairement qu'il existe des individus qui participent à « ville propre » pour des raisons purement culturelles.

La question de l'hygiène de l'environnement retient l'attention de certains habitants de Lomé. Ils considèrent que la salubrité peut agir sur un organisme vivant et les activités humaines, et qu'elle est aussi la source du bien être des individus et des populations ; ils pensent que, la qualité de la santé publique dépend en bonne partie de l'engagement du citoyen dans l'avènement d'un milieu de vie propre. On note que les opérations ville propre qui consistent à nettoyer les rues et quartier afin d'enlever toute forme de déchets sont des actions positives pour certains acteurs de Lomé. Effectivement, cette activité est devenue très fréquente en raison de l'urgence qu'elle participe au maintien de la salubrité de l'environnement de la capitale, elle rend sain les quartiers de Lomé. En fait, elle fait partie du quotidien de certains individus. C'est ce qui explique l'engagement de ceux-ci dans la promotion de la salubrité non seulement en participant aux opérations ville propre, mais aussi en mettant des dispositifs de collectes des déchets ménagers dans leur espace habituel de vie. Il s'agit de décourager la population à transformer les espaces surtout publics en dépotoirs sauvages, en récupérant les déchets devant leur lieu d'habitation ou de travail. Cette manière d'agir permet de garder certains espaces propres et attrayants.

À travers les comportements et les attitudes individuels, on comprend que certaines personnes s'engagent dans les opérations de ville propre en voyant dans ses pratiques un facteur de développement; ils sont aussi conscients des dangers que l'insalubrité peut causer sur la santé humaine. Ils sont convaincus qu'une ville moins salubre ne peut connaître le progrès puisque l'environnement est au cœur de tout développement; seuls l'assainissement des

territoires et la garantie d'un environnement sain peuvent attirer les investisseurs économiques à s'installer dans leurs localités.

A la suite des valeurs culturelles, il faut souligner qu'il y a des facteurs historiques qui contribuent aussi à l'engagement dans les opérations de salubrité à Lomé. Un enquêté déclare:

« J'ai la nostalgie de revoir Lomé la belle où tout était nickel. Les rues étaient propres et ceux sont les habitants qui les entretenaient volontiers. On ne pouvait pas percevoir les sachets plastiques et autres objets ayant servi comme moyen d'emballages joncher les rues. Les dépotoirs de fortunes tels qu'on les retrouve actuellement n'étaient pas envisageables surtout dans les abords des espaces publics. Il faisait vraiment beau sur nos routes et j'espère demain revivre dans cet espace qui donne l'envie de vivre en ville plutôt qu'à la campagne » (Propos de recueillis lors des entretiens individuels, octobre, novembre et décembre 2019).

Les propos de cet enquêté révèlent que ceux qui ont vécu à Lomé avant les années 1990 se souviennent que cette ville était une agréable cité. Il résulte que Lomé à travers le civisme et l'hospitalité de ses habitants, les soins de ses infrastructures et lieux publics, la propreté autour de ses monuments et grandes institutions privées et publiques a enchanté les touristes, les artistes et les grandes personnalités. « Lomé la belle » a fait de Lomé la ville des grandes rencontres internationales, la ville de promotion des valeurs de paix et de citoyenneté. Les souvenirs de Lomé dans ses vieilles gloires où la salubrité était ancrée dans les pratiques et les gestes quotidiens incitent ses habitants ayant vécu les moments de ces célébrités à s'adhérer à l'initiative de ville propre. Le souvenir de l'histoire de la belle Lomé est donc un motif de participation, pour certains, aux opérations de ville propre. Révéler l'histoire de Lomé la belle aux générations actuelles et futures permettra de donner le désir de celles-ci à œuvrer pour la salubrité.

### **Discussion Des Résultats:-**

L'analyse des motivations des participants se réfère à la théorie de l'acteur stratégique (M. Crozier et E. Friedberg, 1977); cette théorie stipule que dans chaque société, les individus essayent de créer des stratégies, des marges de manœuvre pour satisfaire leurs besoins personnels au-delà des besoins collectifs. La participation aux opérations « ville propre » procure aux participants des biens individuels qui sont au fond les bases de leurs motivations. Cette situation fait que l'initiative peine encore à drainer un grand nombre de personnes dans la population de Lomé.

Certaines interprétations et certains gestes peuvent concourir aux difficultés d'ancrage du projet de ville propre dans le quotidien des loméens. En effet, l'instrumentalisation politique peut constituer un frein à la participation à l'action collective de salubrité des espaces publics. La politique politicienne ne doit donc pas être mêlée à la politique de développement et si contre toute attente une telle situation se présente, la participation au politique de développement devient un concours au développement de la politique, chose qui divise les peuples et sape l'engagement citoyen.

Aussi, existe-t-il des comportements citoyens et lorsque ceux-ci deviennent des « idéaux types » (M. Weber, 1992), ils faciliteront l'adhésion des populations aux activités de ville propre; mais au contraire, si les individus ont des conceptions erronées de l'engagement citoyen, ils ne peuvent que de se soustraire de cette initiative éco citoyenne. L'absence d'un comportement éco-citoyen et le non-respect du cadre de vie ne facilitent pas la participation active de tous aux opérations de ville propre.

Il se pose de même le problème d'assainissement. Il est fréquent que les égouts et les rues soient inondées par les eaux usées des ménages et celles pluviales. Les efforts de maintenir certains espaces publics salubres sont souvent gâchés aux moindres vents et pluies qui déversent les ordures à leur moindre passage. Si les caniveaux se remplissent d'ordures ménagères mélangées avec des eaux usées, il y a des odeurs nauséabondes et la prolifération des agents pathogènes comme les moustiques, les bactéries et des protozoaires. Il faut noter que les dépotoirs se créent sans des prises de mesures de réglementations. Ces faits n'encouragent pas les citoyens qui ne trouveront pas l'importance de s'engager dans une opération soumise au perpétuel recommencement.

Il faut par ailleurs, souligner qu'il y a d'autres conditions qui ne sont pas favorables pour le projet ville propre telles que l'insalubrité, les tensions politiques, le problème de l'emploi et des nouvelles formes d'inégalités entre les personnes qui naissent.

L'ancrage des pratiques de salubrité à travers la démarche de ville propre est encore balbutiant, mais il offre cependant des potentiels intéressants pour servir de modèle de cadre d'action publique et citoyenne. L'opération

« ville propre » peut de par son caractère inclusif faciliter le partage des responsabilités, impulser l'affirmation de l'identité ou renouveler les valeurs de solidarité nationale.

Avec la décentralisation, c'est au niveau de la base que se construit la transition. Les projets de salubrités telle que ville propre est un moyen de renforcer les liens entre les habitants d'un espace social donné ce qui ouvre à ce titre des perspectives intéressantes pour le développement local. Le projet « ville propre » mobilise les collectivités à s'engager, les initie à mener des réflexions de prospectives, les amène à imaginer quels pourront être les profils de leur territoire en matière de salubrité et de développement.

### **Conclusion:-**

La participation aux actions citoyennes en ville répond, pour chaque citoyen, prioritairement à un désir de satisfaction des besoins individuels. Au problème de la salubrité à Lomé, l'État Togolais a instauré une politique d'assainissement dénommée « Togo ville propre » pour amener la population Togolaise à s'approprier des valeurs citoyennes. L'institutionnalisation du projet « ville propre » devrait inciter l'engagement des populations aux activités de salubrité qui a d'impacts positifs pour la ville de Lomé. Nous observons une certaine réticence de la population à répondre à l'appel aux engagements citoyens. Comment redonner une intensité et un sens commun à la mesure de salubrité fragilisée ou dévalorisée, étant donné que la durabilité du développement d'une zone urbaine dépend largement de l'amélioration de la qualité de vie qui n'est que le reflet des aménagements des espaces. Ces aménagements ne sont que l'expression de la valorisation des activités communautaires des acteurs sociaux.

On sait par avant que l'engagement du citoyen pour la salubrité publique n'est pas fait dans l'unique but de garder son environnement sain. Pour cela, il s'est agi pour nous d'essayer de comprendre les motivations qui sous-tendent les initiatives de prise part aux activités de ville propre à Lomé. La présente recherche révèle que, d'une part les opérations de ville propre à Lomé procurent des intérêts aux organisateurs tout comme aux participants. Le politique exploite l'action pour conquérir, garder et renforcer son pouvoir tandis que certains participants profitent d'elle pour gagner n'importe quel bien. D'autre part, certains sont conscients que la création d'un espace salubre apporte de la valeur ajoutée aux territoires et à la population riveraine ; les espoirs de faire de Lomé une ville viable ainsi que les souvenirs de « Lomé la belle » constituent aussi des motifs d'adhésion aux projets de « Lomé ville durable ».

Ceux qui partagent un espace géographique donné doivent considérer des mesures de salubrité comme étant aussi une vision sociale du développement durable car elles offrent des possibilités de renforcement de relations sociales et par-là, elles œuvrent aux résolutions des problèmes des communautés. Ici le leadership de l'État s'impose pour redonner l'envie aux populations de porter un regard positif sur les initiatives locales de salubrité publique.

### **Références:-**

1. Amouzou Essè, Sociologie de ses origines à nos jours, Harmattan, Paris 2008, p. 374.
2. Crozier Michel et Erhard Friedberg, L'acteur et le système, Paris, Éditions du Seuil, 1977.
3. Domenach Hervé et Picouet Michel, Population et environnement (que sais-je), Paris, PUF, 2000, p.70-71.
4. Félix Adegnika, et Francis Chalot, Denis Désille, Jean-Paul Duchemin, Janique Étienne, Émile Le Bris, Christophe Le Jallé, Alain Mathys, Ta Thu Thuy, Bruno Valfrey, Gestion durable des déchets et de l'assainissement urbain, Graphic, Cosne-sur-Loire, 2004, p.10.
5. <https://www.savoirnews.net/operation-ville-propre-les-abords-de-la-route-dago-asiyeye-rendus-propres-ce-samedi-par-les-militants-dunir/> consulté le 16 janvier 2020.
6. Max Weber, Essais sur la théorie de la science, Plon Paris, Agora, 1992.
7. N'Da, Paul, Méthodologie de recherche, 3ème édition revue, Abidjan, 2006, p. 32.
8. Nyassogbo Gabriel Kwami, "Accumulation d'ordures ménagères et dégradation de l'environnement urbain. Quelques pistes pour une viabilité environnementale dans le processus de développement africain", 11ème Assemblée Générale du CODESRIA, Maputo, Mozambique, 2005, pp. 1-19.
9. Objectifs de Développement Durable (ODD), 2015, objectif numéro 11.
10. Olson, Mancur, Logique de l'action collective, Paris, Presses universitaires de France, 1978.
11. Onibokun, Adépoju G., La gestion des déchets urbains, des solutions pour l'Afrique. CRDI-Kartala, Paris, 2003, p. 61.
12. Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base du Bien-Être, 2015
13. Rocher Guy, Le changement social, Volume 3, HMH, Ltée, 1968, p. 62.